

### COMMUNIQUE DE PRESSE :

## Une tornade traverse la direction Départementale des Finances Publiques : 6 sites sont supprimés en Seine et Marne

Ce 15 avril 2016 doit se tenir un Comité Technique Local dont l'ordre du jour est d'entériner notamment la suppression de 6 sites à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) de Seine et Marne, dès le 1 janvier 2017.

**Solidaires Finances Publiques 77, 1ère organisation syndicale à la DDFIP 77, participera à cette réunion pour dénoncer ces 6 suppressions de trésorerie.**

Les attaques contre le service public et au cas particulier contre la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) sont multiples et prétextées par la baisse des dépenses publiques. La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002. **En Seine et Marne, à la DDFIP 77, ce sont près de 550 emplois qui ont été supprimés dans cette même période.**

Au-delà des conséquences sociales, les sites de proximité disparaissent :

➤ Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, 3 Trésoreries du Département, LA CHAPELLE LA REINE, CHATEAU LANDON et St FARGEAU-PONTHIERRY ont été supprimés.

➤ Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, une tornade traversera la DDFIP 77 avec la suppression de :  
**LIZY sur OURQ, REBAIS, GUIGNES, BRIE COMTE ROBERT, TOURNAN et LA FERTE GAUCHER.**

Pour la Direction, ces suppressions de sites sont justifiées par la « taille critique » des sites et la réorganisation des communautés de communes voulue par la loi Notré.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, la « taille critique » a été sciemment organisée par les 550 emplois supprimés et la réorganisation des intercommunalités qui ne justifie pas à elle-seule, la suppression de sites au plus proche des usagers. Pourquoi n'a-t-il pas été envisagé de créer un site par communautés de communes ?

**Solidaires Finances Publiques dénonce ce rétrécissement du service public.** Pour se rendre compte de la perte de ce service de proximité, il suffit de constater les milliers de personnes reçus régulièrement dans ces services.

**Solidaires Finances Publique réclame tous les moyens nécessaires :**

- ➔ pour le maintien des sites, voire créer de nouvelles implantations ;
- ➔ pour la ré-humanisation des relations avec nos concitoyens contre la « désintoxication du guichet » voulu par la DGFIP et contre la déferlante de la dématérialisation, sans se soucier des attentes des usagers, sans se soucier du rôle indispensable de cohésion sociale qu'apporte un service public de proximité ;
- ➔ pour lutter contre la fraude fiscale estimée entre 60 et 80 Mds d'€ justifiée notamment par les affaires scandaleuses telles PANAMA PAPERS, LUXLEAKS, UBS, etc.
- ➔ pour le conseil et l'aide à la gestion des collectivités locales bien mal en point compte tenu des restrictions budgétaires contestables !

**A défaut, les citoyens, collectivités locales et agents des Finances Publiques continueront à trinquer.**

Pour Solidaires Finances Publiques 77, le service public et les agents sont emportés dans cette tornade infernale. Solidaires Finances Publiques 77 interpelle les citoyens et les élu(e)s, et se battra aux côtés de tous ceux qui souhaitent préserver le service public, notre bien commun.

Melun, le 12 avril 2016,

**Contact : Patrice BREMENT (06 58 63 21 24)**